



NON à l'initiative « contre l'immigration de masse »

Intervention au Conseil national – 20 juin 2013

Madame la Présidente,
Madame la Conseillère fédérale,
Chères et chers collègues,

Beaucoup de choses ont déjà été dites à propos de cette initiative et je vais tâcher de revenir brièvement sur les points essentiels qui plaident pour un rejet net de cette proposition en y ajoutant quelques éléments plus généraux sur la libre-circulation des personnes et les problèmes auxquels nous devons répondre avec sérieux, en tant qu'élus du peuple.

Même si l'argument ne semble pas beaucoup intéresser les représentants de certains partis présents dans cette salle, il convient de rappeler – comme cela a déjà été fait plusieurs fois – que cette initiative est incompatible avec les engagements internationaux de la Suisse, notamment la Convention européenne des droits de l'Homme et la Convention relative aux droits de l'enfant.

Mais, au-delà de ces problèmes d'incompatibilité, cette initiative est surtout une proposition totalement irresponsable. Pour notre pays, pour notre économie (et donc nos travailleurs), pour notre positionnement au niveau international, pour notre prospérité.

En effet, une acceptation de l'initiative remettrait totalement en cause toute la voie bilatérale. Le texte proposé étant incompatible avec l'Accord sur le libre-circulation des personnes, il faut s'attendre à ce que les sept accords juridiquement liés par la « clause guillotine » soient dénoncés. En outre, d'autres accords conclus entre la Suisse et l'UE – et dont notre pays profite grandement – pourraient également être remis en question. Une telle initiative reviendrait à isoler la Suisse et à affaiblir durablement notre pays. Les mêmes qui ne juraient il y a quelques années que par la voie bilatérale entendent aujourd'hui la détruire.

Mais cette initiative est également un danger pour l'économie suisse. L'Union européenne est notre principal partenaire commercial. 1 franc sur 2 est gagné par nos échanges avec l'UE. Notre économie profite de cette situation et a un profond besoin de travailleurs étrangers, qui participent à la croissance, au développement et à la réussite de notre pays. Ce besoin est particulièrement important dans certains secteurs, comme la construction, la restauration ou encore le tourisme. Défendre cette initiative, c'est soutenir un projet dont les conséquences seront terriblement néfastes pour notre économie.



Nous ne pouvons donc que recommander au Conseil national de refuser cette initiative irresponsable et dangereuse pour notre pays.

Il faut toutefois mettre également le Conseil fédéral et le Parlement face à leurs propres responsabilités politiques. La libre circulation de personnes apporte énormément à la Suisse sur le plan économique mais elle profite, pour l'heure, avant tout à certaines entreprises et non à toute la population suisse. Pire, elle pose certains problèmes dans plusieurs domaines, comme l'emploi, le logement, ou encore les infrastructures. Nous sommes en réalité loin du tableau idyllique dressé par le Conseil fédéral. Plutôt que de rester dans la passivité, ce dernier doit impérativement prendre de sérieuses mesures pour protéger les salaires, créer des logements à prix abordables, investir dans les infrastructures et mener une véritable politique en faveur de l'accès à la formation pour tous afin d'offrir à la jeunesse de notre pays des opportunités dans les nombreux secteurs où nous manquons de personnel qualifié.

Concernant l'emploi, quelques mesures – comme la responsabilité solidaire – ont été décidées. Mais elles ne sont pas suffisantes. Pour que la libre circulation profite à l'ensemble de la population, et notamment aux travailleurs, il faut impérativement introduire un salaire minimum (parce que de nombreuses branches ne connaissent pas de CCT, ce qui revient à une situation de sous-enchère salariale tolérée), renforcer les contrôles pour éviter les abus et prendre des mesures spécifiques pour les régions frontalières. Ces décisions sont aujourd'hui indispensables pour lutter contre le dumping salarial !

En matière de logement aussi, le Conseil fédéral doit enfin oser prendre de véritables mesures plutôt que d'assister passivement à l'augmentation persistante des loyers initiaux. Il faut dès aujourd'hui proposer des logements à prix abordables, mieux protéger les locataires et instaurer un plafond pour les loyers initiaux. La crise du marché du logement doit être prise au sérieux pour les autorités politiques de ce pays !

Si le Conseil fédéral et le Parlement continuent de fermer les yeux sur ces problèmes et se murent dans l'attentisme, sans prendre de mesures concrètes, il est certain qu'un jour, la population acceptera une initiative irresponsable et dangereuse comme celle proposée aujourd'hui.

Merci de votre attention.